

Réunion du comité de suivi de la coopération décentralisée/fédérative franco-brésilienne

Le mardi 16 octobre 2007

Au Conseil Régional Île de France

Salle 154

35 Boulevard des Invalides

75 007 PARIS

Liste des participants

BODINIER Gérard, Conseiller du Président, Conseil Régional Provence- Alpes-Côte d'Azur

CUGINI Fulvia, Chargée de mission à la coopération internationale, Ville de Nanterre

DELHOMELLE Sidonie, Chargée de mission Relations Internationales, Région Centre

GRAVIERE Lucyna, Chargée de mission, Rhône-Alpes

GUYOMARC'H Armelle, Chargée de mission, Unité Affaires Internationales et Européennes, Région Île-de-France

JOLY Antoine, Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales (AECL), Ministère des Affaires Etrangères

LAFORÊT Jean-Marc, Directeur-adjoint des Amériques et des Caraïbes, Ministère des Affaires Etrangères

LOUYOT Anne, Commissaire Année de la France au Brésil

MEINRAD Jean-Paul, Administrateur de l'IRCOD, Alsace

MEDINA Felicia, Chargée de mission pôle Amérique Latine Caraïbes, Cités Unies France

PAIS Paulo, Directeur des relations internationales, Communauté Urbaine de Lille

PLACES Mayeul, Ville de Paris

REINHARD Uhlig, Chargé de mission, Service des Echanges Internationaux, Ville de Montreuil

RICCOBONI Pascale, Chargée de mission internationale, Fédération des Parcs Naturels Régionaux de France

RIVAS Fabiola, Chargé de mission jeunesse, Cités Unies France

RUIZ Gerardo, Chargé de mission Amérique latine, Ministère de l'Agriculture DGER-BECI

SANKALE-SUZANON Joëlle, Direction de la Coopération, Conseil Général de la Guyane



SCHREIBER Pierre, GIP France coopération internationale
SZWARC Clara, Assistante chargée de mission pôle Amérique latine Caraïbes, Cités Unies France
de VIVIES Arnaud, Directeur Actions de Coopération, GIP-FCI

Excusés : Nantes et Nantes Métropole, Brou sur Chantereine, Communauté Urbaine de Dunkerque

Relevé de décisions

Cette réunion du Comité de suivi français est la dernière programmée avant les Rencontres de Belo Horizonte. Elle devait notamment faire le point et réagir aux propositions du Comité de suivi brésilien qui s'est réuni le 10 octobre et qui a réuni une soixantaine de participants, dont la moitié de collectivités territoriales, autour d'Alexandre Padilha, Secrétaire d'Etat qui a succédé à Vicente Trevas.

Le Comité de suivi brésilien a eu l'opportunité de présenter le projet au Président de la République brésilienne Luis Inacio Lula da Silva. Une invitation lui a été remise, et le Président a inscrit ces Rencontres dans son agenda. Selon les dernières informations, le Président brésilien pourrait faire une intervention lors de la deuxième journée des Rencontres.

Au vu de l'agenda très rempli d'un Président de la République, sa présence sera à re-confirmer, mais cette volonté relève d'une grande marque de considération et de prestige pour la manifestation.

Dans l'ensemble, il n'y a pas de volonté de changement majeur observé par le Comité de suivi brésilien, les sessions plénières et les ateliers garderont les mêmes intitulés.

Cependant ont été discutées plusieurs propositions d'organisation et de méthodologie du comité de suivi brésilien.

En effet, les Brésiliens ont proposé une organisation des sessions plénières composées de cinq personnes, de la manière suivante :

- un coordinateur
- 2 conférenciers (universitaires, spécialistes), 1 Brésilien et 1 Français
- 2 représentants d'autorités locales et/ou de l'Etat

Ce choix vise à laisser une large place aux débats. Bien que le Comité de suivi français soit en adéquation avec ce principe, il souhaiterait cependant permettre plus de



diversité dans le discours des intervenants et exprime son souhait **d'étendre à 3 le nombre d'intervenants pour chaque pays en plus du coordinateur.**

Le comité brésilien a aussi manifesté sa volonté de renforcer la **thématique du tourisme**, et souhaité voir sortir ce thème de l'atelier n°1 afin de le replacer soit dans l'atelier 5, soit dans l'atelier n°6 où il serait développé de manière plus large et plus centrale.

Le Comité de suivi français s'est interrogé sur la manière de recevoir cette proposition tardive. Il signale que cette volonté sera certainement difficile à mettre en œuvre car les collectivités françaises et leurs partenaires brésiliens responsables de la coordination des ateliers, ont déjà bien avancé dans la préparation, et ce changement remet en cause l'architecture déjà en place des ateliers.

En outre la question du tourisme se pose différemment dans les deux pays pour les collectivités territoriales, à cause d'un décalage dans le développement de cette activité à la fois économique et culturelle. Côté brésilien, la préoccupation est de développer cette ressource ; côté français, la volonté politique des collectivités territoriales est de mieux orienter cette activité pour l'inscrire dans des projets de développement durable.

Le Comité français recommande aux organisateurs des ateliers 3, 4 et 6 de réfléchir à une manière d'intégrer ce thème (qu'il est difficile de relier à la thématique « culture » telle qu'elle a été envisagée par Ile-de-France et São Paulo).

D'une manière générale, concernant les ateliers, le Comité français, tout en insistant à la suite du Comité brésilien sur la nécessité d'un schéma commun, souhaite qu'une certaine souplesse soit laissée aux organisateurs de chaque atelier.

Madame Anne Louyot, Commissaire de l'Année de la France au Brésil, a annoncé la nomination officielle des deux présidents de l'Année de la France au Brésil : ont été nommés, pour le Brésil, M. Danilo Santos de Miranda, directeur du SESC de São Paulo et, pour la France, Monsieur Yves Saint-Geours.

Madame Louyot a questionné le Comité de suivi français sur la possibilité d'envisager des projets concrets entre collectivités à l'issue de ces Rencontres.

De manière plus générale, Madame Louyot a tenté de considérer la manière dont les collectivités locales pouvaient jouer un rôle et pleinement s'intégrer à l'Année de la France au Brésil.



Le comité de suivi français s'est réjoui de ces perspectives, tout en rappelant que la concrétisation des projets sera influencée par les prochaines échéances électorales, avec les élections municipales en France en mars 2008 et au Brésil fin 2008.

Madame Louyot a également évoqué la possibilité de mettre en place un Forum, c'est à dire un lieu physique réservé aux collectivités territoriales françaises durant l'Année de la France au Brésil. Le Comité pense que cette idée est très intéressante mais qu'au vu de la géographie du Brésil et du caractère territorial de la coopération décentralisée, il faudra évaluer avec beaucoup d'attention l'endroit d'une possible implantation.

Enfin, il a été proposé que les deux Commissaires français et brésiliens de l'Année de la France au Brésil, interviennent lors des Rencontres pour présenter l'initiative.

Le Comité de suivi brésilien a envoyé les invitations officielles et Cités Unies France se charge de les envoyer aux participants français et de remobiliser les collectivités qui, elles-mêmes, doivent diffuser largement cette invitation en leur sein et à leurs partenaires.

La fiche d'inscription remplie est à retourner absolument à Cités Unies France (ne pas s'inscrire directement sur le site).

Les collectivités doivent réserver directement leurs billets d'avions et leur hôtel (une liste d'hôtels est jointe à l'invitation).